

hebdomadaire

n° 3052 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,  
fondé pendant la guerre sous le titre de  
**RÉSISTANCE OUVRIÈRE.**

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

# FORCE Ouvrière

## EUROPE: DES SALARIÉS DÉTACHÉS SANS FILET

*Selon le gouvernement, le nombre officiel de travailleurs européens envoyés temporairement en France a été multiplié par dix depuis 2004. Une hausse favorisée par une directive qui permet le dumping social (lire en page 3).*

### AGIR événements

Le gouvernement dit vouloir s'attaquer à la **fraude fiscale des multinationales**, qui représente plusieurs milliards d'euros chaque année.

Lire page 5

Même le FMI finit par s'inquiéter de voir l'**austérité** devenir «politiquement et socialement intenable» dans la zone euro.

Lire page 6

Carrefour revend certains de ses **magasins** à des franchisés qui bradent les garanties collectives des salariés.

Lire page 7

La **négociation interpro** sur la sécurisation de l'emploi vient de commencer réellement.

Lire page 8

**UNE DÉRIVE SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET DÉMOCRATIQUE**

Lire l'éditorial page 4

### AGIR événements

**TPE**  
À une semaine du début du vote dans les Très petites entreprises, zoom sur le rôle joué par la convention collective de branche.

Lire page 12

### RESPIRER culture

La Corse entretient un rapport complexe avec le continent, qui s'explique par l'insularité et l'Histoire.

Lire page 15

### MONTRER enquête

Les salariés des plates-formes téléphoniques sont menacés par la délocalisation de l'activité dans des pays où le prix du travail est sans commune mesure avec celui pratiqué en Europe.

Lire pages 17 à 19



Illustration J.-L. Boiré





**Madrid, le 14 novembre,  
jour de grève générale.**

En fin de journée, des centaines de milliers de salariés du privé, de fonctionnaires, de jeunes, de retraités, de chômeurs, de mères de famille et de grands-parents manifestent contre l'austérité, à l'appel des organisations syndicales. «Ils nous laissent sans avenir. Il y a des coupables, il y a des solutions», peut-on lire sur la banderole de tête. Dans le cortège, Jean-Claude Mailly, Secrétaire général, et Andrée Thomas, Secrétaire confédérale chargée du secteur international, conduisent une délégation de la confédération FO. La grève générale, à l'appel des organisations syndicales, l'UGT (Union générale des travailleurs) et les CC OO (Commissions ouvrières) notamment, a été suivie à plus de 80%, y compris dans l'industrie (*lire page 6*).



**Paris,  
le 15 novembre:**

Plus d'une centaine de salariés du commerce parisien ont manifesté devant les grands magasins pour protester contre les ouvertures illégales en soirée et le dimanche à l'appel du Clic-P, un comité de liaison intersyndical du commerce parisien, qui regroupe FO, CGT, CFDT, CFTC et SUD. À l'approche des fêtes de fin d'année,

de nombreuses enseignes s'apprêtent à multiplier les ouvertures dérogatoires, ce qui en entraîne d'autres, illégales, dans leur sillage.

# FORCE

## Ouvrière

Chaque semaine, *FO Hebdo* envoie ses reporters aussi bien pour couvrir les séances de négociations interprofessionnelles que pour des enquêtes dans les entreprises et les chantiers. Des articles, des informations que vous ne lirez nulle part ailleurs. Un journal que vous ne trouverez pas dans les kiosques mais qui sera chaque semaine dans votre boîte aux lettres pour 54 euros par an (18 euros seulement pour les adhérents de Force Ouvrière).

NOM.....PRÉNOM.....

ADRESSE .....

VILLE.....CODE POSTAL .....

TÉL.....

À RENVoyer À **FORCE OUVRIÈRE HEBDO**, SERVICE ABONNEMENT,  
141, AV. DU MAINE, 75680 PARIS CEDEX 14,  
ACCOMPAGNÉ D'UN CHÈQUE LIBELLÉ AU NOM DE **FORCE OUVRIÈRE HEBDO**.

# Manifestations, rassemblements, actions militantes...

# CETTE PAGE EST LA VÔTRE

Envoyez vos photos\* à [fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr](mailto:fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr)

\* Résolution maximum de votre appareil.





Éditorial de Jean-Claude Mailly

# UNE DÉRIVE SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET DÉMOCRATIQUE

À l'occasion de sa conférence de presse, le président de la République n'a pas fait d'annonces nouvelles en matière économique et sociale. Il a confirmé les choix gouvernementaux tels qu'ils avaient notamment été exposés par le Premier ministre au lendemain de la remise du rapport Gallois.

Ainsi la logique globale de rigueur ou d'austérité est confirmée, notamment au travers des 60 milliards de limitation des dépenses publiques et sociales sur cinq ans. La politique dite de l'offre a également été soulignée au travers des 20 milliards d'euros d'aides fiscales nouvelles aux entreprises.

On a là l'expression concrète de l'inscription dans le cadre du pacte budgétaire européen et de la loi organique qui l'accompagne. Sur le plan social, le président de la République a repris la formule de né-

cessité de «compromis historique» s'agissant de la négociation en cours avec le patronat sur la sécurisation de l'emploi.

Nous avons rappelé que l'histoire ne s'écrit pas avant, qu'un compromis était encore loin et que l'heure n'est pas à la flexibilité mais à la réglementation et à la sécurisation.

Ce compromis dit historique découlerait d'ailleurs d'une politique économique de rigueur qui continuerait à faire du social la variable d'ajustement, ce que soulignent amplement les revendications patronales. Qu'il s'agisse de la mise en place d'un «CDI de mission», que nous avons refusé en 2008, ou de la réduction des droits des salariés en cas de restructuration.

En 2012, comme avant, personne ne dictera notre comportement. Le danger aujourd'hui, en France comme en Europe, ce sont les politiques d'austérité.

Le 14 novembre dernier, je suis allé à Madrid apporter notre soutien et notre solidarité aux camarades espagnols, notam-

ment aux militantes et militants de notre organisation sœur, l'UGT. Visites sur les piquets de grève, conférence de presse et manifestation imposante ont rythmé cette journée.

Plus d'un quart de la population active au chômage –plus d'un jeune sur deux–; privatisation d'hôpitaux publics; réduction de la prise en charge santé; déréglementation du marché du travail; explosion de la pauvreté et des inégalités marquent aujourd'hui la situation espagnole.

Comme me l'expliquait un camarade et ami de l'UGT, ce sont tous les acquis sociaux de la démocratie depuis la fin de la dictature franquiste qui sont progressivement remis en cause. Si on y ajoute une présence policière marquée, cela commence à rappeler de mauvais souvenirs.

Certes, en Europe l'austérité a des degrés divers, mais c'est toute la logique mise en œuvre par les gouvernements et la Troïka (UE, BCE, FMI) qu'il faut contester pour stopper cette dérive sociale, économique et démocratique.

## S O M M A I R E

### AGIR

**Page 2**  
L'actualité en images.

**Page 3**  
Union européenne:  
Le nombre de salariés  
détachés a augmenté de  
30% en un an.  
Dumping social:  
Faire appliquer la loi: une condition  
nécessaire mais pas suffisante.

**Page 4**  
Une dérive sociale, économique et  
démocratique,  
par Jean-Claude Mailly.

**Page 5**  
Finances publiques:  
L'État déclare la guerre aux entreprises  
qui fraudent le fisc.

Internet: Google ne déclare que  
10% de son chiffre d'affaires réel.

**Page 6**  
14 novembre:  
Des millions de grévistes en  
Espagne et au Portugal.  
Éducation nationale:  
Loi d'orientation pour l'école: Peillon  
reçoit la FNEC mais ne rassure pas.

**Page 7**  
Franchise:  
Carrefour Market: soldes monstres  
sur les acquis sociaux.  
Agroalimentaire:  
Candia ferme un tiers de ses usines.

**Page 8**  
Sécurisation:  
Négociation sur l'emploi: le patronat  
sort du bois.  
Fonction publique:  
La formation et l'action sociale des  
agents baissent depuis 2010.

**Page 9**  
Action:  
Les personnels de la mairie de Paris  
en grève.

**Page 12**  
TPE - Conventions collectives: Les  
salariés des TPE auront leur mot à  
dire.  
97% des salariés bénéficient d'une  
convention collective.

### SAVOIR

**Page 13**  
Les droits:  
Forfait jours:  
L'amplitude et la charge de tra-  
vail doivent rester raisonnables.  
Consommation:  
Paris: Pauvres, allez rouler  
ailleurs!

### RESPIRER

**Page 15**  
L'île de beauté  
dans sa complexité:  
Corse, le poids de l'insularité.  
Voix de presse:  
Union européenne contre austérité.

**Page 16**  
Une sélection de livres.

Cinéma:  
Pays rêvé: Ces cèdres qu'on abat et  
ce Liban que l'on a en tête.

### MONTRER

**Pages 17 à 19**  
Centres d'appels:  
Stress sur un plateau.

### DOSSIER

**Pages 10 et 11**  
XX<sup>e</sup> congrès de la Fédération  
générale FO Construction:  
Un chantier de revendications.

#### Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:  
Y. Veyrier (8460)  
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471  
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),  
F. Blanc (8466)  
Révision: M.-P. Hamon (8468)  
Contrat de travail: S. Fortin (8463)  
Emploi: C. Girard (8469)  
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)  
Services: C. Josselin (8476)  
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)  
International: E. Salamero (8459)  
Jamel Azzouz (8289)  
Service photos: G. Ducrot (8467)

Service abonnement: V. Rigaut (8233)  
Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par  
01 40 52.  
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr  
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 4<sup>e</sup> trim. 2012  
Commission paritaire : 0911S05818

## LES DROITS

*Malgré la décision du Comité européen des droits sociaux, qui, fin 2010, avait jugé le forfait jours contraire à la Charte sociale européenne, ratifiée par la France, la Cour de cassation en avait validé le principe en juin 2011 mais sous conditions d'ap-*

*plication strictes. Ainsi, les hauts juges ont estimé, le 26 septembre dernier, qu'était nécessaire une garantie que «l'amplitude et la charge de travail restent raisonnables», ainsi qu'«une bonne répartition, dans le temps, du travail».*

### FORFAIT JOURS

## L'AMPLITUDE ET LA CHARGE DE TRAVAIL DOIVENT RESTER RAISONNABLES

Dans une décision du 29 juin 2011, la Cour de cassation avait validé la technique du **forfait jours**, malgré sa condamnation par le **Comité européen des droits sociaux**, en l'encadrant malgré tout strictement. Pour la Haute juridiction, le forfait jours n'était valable que si l'accord collectif instituant était de nature à garantir le respect des durées maximales de travail ainsi que des repos, journaliers et hebdomadaires. Elle affirmait à cette occasion que le droit à la santé et au repos était au nombre des exigences constitutionnelles (Cass. soc., 29 juin 2012, n°09-71107; le forfait jours fera l'objet d'une étude détaillée dans de prochaines *InFOjuridiques*).

Dans l'affaire ayant donné lieu à la décision du 29 juin 2011, la Cour de cassation était amenée à se prononcer sur la validité de l'accord du 28 juillet 1998 relatif à l'organisation du travail dans la métallurgie. Elle avait validé cet accord en raison des règles très précises sur le contrôle et le suivi de la charge de travail. Cet accord précisait que le forfait jours devait s'accompagner d'un contrôle du nombre de jours tra-

vaillés, afin de décompter le nombre de journées ou de demi-journées travaillées, ainsi que celui des journées ou demi-journées de repos prises. Il prévoyait:

- que l'employeur était tenu d'établir un document de contrôle faisant apparaître le nombre et la date des journées ou demi-journées travaillées, ainsi que le positionnement et la qualification des jours de repos (repos hebdomadaire, congés payés, jours RTT...);
- que le supérieur hiérarchique devait assurer le suivi régulier de l'organisation du travail de l'intéressé et de sa charge de travail;
- un entretien annuel avec le supérieur hiérarchique, durant lequel devaient être évoquées l'organisation et la charge de travail de l'intéressé et l'amplitude de ses journées d'activité;
- que l'amplitude et la charge de travail devaient rester raisonnables et assurer une bonne répartition, dans le temps, du travail de l'intéressé.

À l'heure actuelle, cet accord dans la métallurgie instituant le forfait jours apparaît comme le modèle à suivre.

Par la suite la Cour de cassation a censuré l'accord-cadre du 8 février 1999 sur l'organisation et la durée du travail dans l'industrie chimique, celui-ci n'étant pas de nature à garantir la protection de la sécurité et de la santé des salariés au forfait. L'accord en question se contentait de renvoyer à la convention individuelle de forfait, conclue entre le salarié et l'employeur, le soin de fixer les modalités de contrôle du nom-

bre de jours travaillés, ainsi que la nécessité d'un entretien annuel d'activité du cadre avec sa hiérarchie. L'accord d'entreprise du 3 février 2000, pour sa part, se bornait à affirmer que les cadres soumis à un forfait en jours étaient tenus de respecter la durée minimale de repos quotidien et hebdomadaire. L'insuffisance de ces garanties conventionnelles avait pour conséquence de priver d'effet dans ce secteur les conventions individuelles de forfait conclues sur la base de ces accords (Cass. soc., 31 janvier 2012, n°10-19807).

Dernièrement, elle a également sanctionné l'**accord ARTT** du 14 décembre 2001 pris en application de la convention collective nationale de commerces de gros du 23 juin 1970. Reprenant la formulation de l'accord relatif à l'organisation du travail dans la métallurgie, la Cour de cassation énonce que l'accord instituant le forfait jours doit garantir que l'amplitude et la charge de travail restent raisonnables et assurer une bonne répartition, dans le temps, du travail de l'intéressé (Cass. soc., 26 septembre 2012, n°11-14540). En d'autres termes, la Cour de cassation exige que l'accord prévoie un suivi régulier et précis de la charge et de l'amplitude de travail. Tel n'est pas le cas lorsque l'accord se contente de prévoir un entretien annuel avec le supérieur hiérarchique et un examen trimestriel par la direction des informations communiquées sur ces points par la hiérarchie.

L'encadrement strict du forfait jours, dispositif qui doit assurer la protection de la sécurité et de la santé du salarié, a pour effet de mettre un

terme aux semaines de 78 heures que les salariés pouvaient effectuer sous ce régime.

À noter que si l'accord collectif instituant le forfait jours respecte bien les conditions posées par la Cour de cassation (respect des repos journaliers et hebdomadaires, amplitude et charge de travail devant rester raisonnables...), encore faut-il que l'employeur respecte bien les dispositions conventionnelles et veille bien à assurer le suivi régulier de l'organisation du travail du salarié, à défaut de quoi la convention de forfait serait privée d'effet et le salarié pourrait demander éventuellement le paiement d'heures supplémentaires.

#### FORFAIT JOURS

Applicable à tout salarié dont la durée du travail ne peut être déterminée à l'avance et disposant d'une autonomie dans l'organisation de son temps, comme par exemple certains commerciaux. Évalué sur une période de douze mois, il exclut les heures supplémentaires.

#### COMITÉ EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX (CEDS)

Juge la conformité du droit et de la pratique des États parties à la Charte sociale européenne, traité du Conseil de l'Europe sauvegardant les droits sociaux et économiques de l'Homme et garantissant leur respect par les États qui l'ont approuvée.

#### ACCORD ARTT

Accord sur la réduction, l'aménagement et l'organisation du temps de travail, ARTT étant les initiales pour Aménagement et Réduction du Temps de Travail.



### CONSOMMATION

## PARIS: PAUVRES, ALLEZ ROULER AILLEURS!

«Ces mesures peuvent être qualifiées d'antiso- ciales, d'antibanlieues et d'anti-automobiles», s'est empressée, de dénoncer l'opposition à l'ac- tuelle municipalité parisienne, qui lui a fourni du pain béni: un plan censé lutter contre la pollution de l'air, présenté le 12 octobre dernier. Parmi les mesures proposées: interdire en 2014 la circula- tion des véhicules privés de plus de 17 ans ainsi que celle des poids lourds de plus de 18 ans et des deux-roues de plus de 10 ans dans Paris et même un peu au-delà, puisque le périmètre serait défini par l'A86, la rocade francilienne. En deux mots, vous ne pouvez pas vous payer une voiture

neuve, alors allez rouler plus loin. Faites-nous de l'air! Les plus modestes, y compris les petites entreprises, auront le choix: quitter Paris, car visiblement ils ne sont pas en odeur de sainteté, ou augmenter d'autant la fréquentation de transports en commun déjà largement saturés. Ou, bien sûr, rouler à vélo: agréable pour un «bobo», limité pour les livraisons et peu conseillé pour transporter chez le médecin un enfant souffrant de bronchiolite... Et d'aucuns de faire remarquer que ceux qui possèdent des voitures anciennes ne sont pas ceux qui roulent le plus. Quoi qu'il en soit, cette annonce est d'autant plus

surprenante que, moins de deux mois aupara- vant, le 20 septembre 2012, la ministre de l'Écolo- gie avait renoncé à ce type de mesures, incluses dans le dispositif Zones d'action prioritaires pour l'air (ZAPA), notamment parce que jugées aussi injustes que peu efficaces. Était alors citée une étude d'Air Parif, en Île-de-France, attribuant à la circulation automobile la responsabilité de seule- ment 25% de la pollution, soit autant que le chauf- fage et moins que les industries (30%).

**AFOC** Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coor- données sur [afoc.net](http://afoc.net) – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).